

“Avec la sécurité, le fédéral jette un écran de fumée”

■ Willy Demeyer, bourgmestre de Liège (PS), dénonce les manœuvres de Charles Michel.

Entretien Frédéric Chardon

Au Royaume-Uni, la coutume politique veut que le parti d'opposition constitue au parlement un "Shadow Cabinet", un "gouvernement fantôme", composé de députés chargés de surveiller et critiquer un ministre en particulier. Au PS, avec délice, Willy Demeyer joue ce rôle pour le département de l'Intérieur. Depuis son strapontin de la Chambre des Représentants, il juge les actes du gouvernement Michel en tant que socialiste mais aussi en tant que municipaliste qui doit gérer la sécurité de Liège au quotidien. Il réagit à la rentrée politique du Premier ministre Charles Michel axée sur les thèmes sécuritaires.

Ce week-end, Charles Michel a détaillé dans "Le Soir" et "Sudpresse" son plan antiterroriste : recours aux caméras de surveillance, aux sociétés de gardiennage, création d'un corps spécial de surveillance des bâtiments... Cela va-t-il dans le bon sens ?

Il n'y a rien de neuf, toutes ces mesures étaient déjà connues. Ce qui est significatif, c'est qu'il a choisi de faire sa sortie sur le thème de la sécurité. Ce thème ne suffit pas à fonder une politique, on peut aussi assurer la sécurité des citoyens sans devoir en parler tout le temps... Il fait un zoom exagéré sur l'antiterrorisme pour masquer le reste.

C'est une stratégie de communication politique ?

“On nous avait promis 400 millions pour la sécurité et l'antiterrorisme. On n'en a pas vu la couleur. Mais, ça, Charles Michel n'en parle pas...”

Oui, il y a de la communication derrière cela. La sécurité des citoyens est fondamentale. Mais il y a une stratégie du fédéral de gonfler les questions sécuritaires, de dresser un écran de fumée. Le discours actuel du fédéral est en trompe-l'œil : on accentue les problématiques relatives à la laïcité (burkini, etc.) et à la sécurité pour cacher le socio-économique. Et puis on nous dit, au détour d'une phrase, qu'il y a encore 1,3 milliard à trouver pour le budget... La réalité, c'est que l'on a fait des économies dans la police et que l'on veut encore en faire. On nous avait promis 400 millions pour la sécurité et l'antiterrorisme. On n'en a pas vu la couleur. Mais, ça, Charles Michel n'en parle pas...

Vous parlez du budget mais vous ne remettez pas en cause la politique fédérale sur le fond de la question sécuritaire.

Si vous me demandez si j'aime ce gouvernement de droite, la réponse est non. Pour lutter contre la radicalisation, il faut travailler beaucoup plus sur l'inclusion et la prévention comme on le fait au Québec d'où je reviens. Je suis très critique avec le fédéral mais je ne suis pas hostile à la prise de responsabilité et à l'appel à la force. Je suis un des seuls bourgmestres à avoir fait fermer une mosquée.

John Crombez, le président du SPA, dit que la gauche a été trop laxiste par rapport à la radicalisation et aux extrémistes musulmans. Le PS a-t-il aussi été trop tendre ces dernières années ?

Non. La gauche n'a pas été laxiste. Mais notre discours de base n'est pas centré sur la sécurité. Nous avons des préoccupations socio-économiques, en matière de santé, de sécurité sociale... La sécurité est à la base du vivre ensemble mais ne doit pas être hypertrophiée. Ça fait 16 ans que je suis bourgmestre de Liège et ma ligne n'a jamais varié. Il faut replacer la déclaration de Crombez dans un

environnement politique flamand qui est différent du nôtre. Aujourd'hui, c'est la droite qui tient les manettes. Que ce soit à Molenbeek depuis 2012 ou à l'Intérieur où la N-VA gère les choses. On ne peut pas incriminer le PS. S'il y a une responsabilité, elle est beaucoup plus large.

En tant que membre du PS, êtes-vous d'accord avec le comportement du gouvernement de Manuel Valls ? Ce gouvernement socialiste soutient l'interdiction des burkini. Le Conseil d'Etat français vient d'ailleurs de casser les interdictions.

D'abord, tout le PS français n'est pas en phase avec Valls. Le maire d'Antibes, qui est un ami politique de Juppé, a dit qu'il ne voyait pas sur quelle base interdire à une dame habillée en burkini d'aller sur la plage alors qu'elle peut se promener sur la digue. Je suis d'accord avec lui. Il n'y a pas de base pour interdire, si ce n'est pour des raisons d'hygiène en ce qui concerne les piscines. A Liège, on a déjà un règlement à ce sujet.

Faut-il pour autant évoluer vers un modèle anglo-saxon où, pour résumer, on peut afficher ses convictions ?

Sans tomber dans le populisme, il y a à tenir compte des grandes traditions de la population dans laquelle on se trouve.

Sur le burkini, votre position est partagée au sein du PS ?

A vrai dire, on ne s'est pas encore réuni pour arrêter la position du parti... Mon sentiment, je pense, sera partagé par le reste du PS.

Le gouvernement Michel a approuvé un projet de loi spéciale pour permettre aux Belges de l'étranger de voter aux régionales. Le PS doit-il voter ce texte avec la majorité ? Sachant que les expatriés votent massivement MR et Ecolo...

Nous ne sommes pas contre. Mais il faut une circonscription spéciale pour les expatriés. Je me souviens, lors d'une élection, je faisais l'analyse des résultats avec Michel Daerden lorsque, tout à coup, on a vu arriver les votes de l'étranger focalisés à Huy car c'est là qu'on les avait enregistrés. Les libéraux ont alors pris deux sièges d'un coup...

“Je n'ai pas pour objectif de remplacer Elio”

■ Willy Demeyer indique, à demi-mot, vouloir rester bourgmestre après 2018.

Les élections communales de 2018 approchent. Il faudra constituer beaucoup de majorités locales. Est-ce que ce sera la grande réconciliation entre PS et MR ? L'ambiance au fédéral reste dure. Elle donne la tonalité dans les rapports généraux. Même si ça va un peu mieux qu'au début.

Christine Defraigne dit que vous avez signé un préaccord avec le CDH pour Liège. Je ne rentre pas dans ce débat-là. Je ne vais pas me laisser enfermer dans un tel débat car on a encore du pain sur la planche. Notamment, dans le dossier du tram.

Donc, vous confirmez qu'il n'y a rien de signé entre le PS et le CDH ?

On ne discute de rien. La coalition 2018-2024 n'est pas à l'ordre du jour. Dans mes fonctions de bourgmestre, je me réfère à une ancienne devise de la Principauté de Liège : "Liège pour tout". Cela veut dire : toi qui es liégeois, dans chaque acte que tu poses, demande-toi ce que cela rapporte à Liège. Peu importent les coalitions, il n'y a que le développement de Liège qui compte.

Cette devise principautaire est-elle appréciée au bureau du PS ? Le parti est dominé par les Hennuyers : Di Rupo, Magnette, Demotte... Regardez les attributions de Jean-Claude Marcourt au gouvernement wallon et au

gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et les budgets dont il dispose, vous verrez que c'est très important. Quand on regarde la manière dont les dépenses se font, je pense que ça va. La réalité liégeoise change. Allez voir à Herstal, Seraing, Flémalle, Verviers désormais... Ça bouge car nous en avons reçu les moyens. Mon analyse est inverse : j'ai connu une époque où, pour les Lié-

geois, c'était beaucoup plus compliqué. La gestion de la ville était remise en cause. Aujourd'hui, on est reconnu pour notre gestion.

Vous serez tête de liste PS aux communales ? Vous voulez rester bourgmestre ? Etre bourgmestre, ce n'est pas facile.

Est-ce que j'ai encore l'énergie, l'envie, la vision, les intuitions pour Liège ? Oui, ça, j'ai. Il faut désormais projeter Liège comme une métropole qui compte entre Cologne et Lille.

Entre Cologne et Lille... Tiens, vous oubliez Namur et Charleroi.

Non, je parle ici des métropoles. Liège a un hinterland de 600 000 personnes. C'est une masse critique intéressante. Les atouts, Liège les a. Mais l'étape suivante, c'est de compter dans les XXI^e et XXII^e siècles.

Les bruits de couloir vous prêtent une ambition au boulevard de l'Empereur. Vous voulez succéder à Elio Di Rupo à la tête du PS ? J'ai déjà lu ça plusieurs fois mais je n'ai jamais eu pour envie ou objectif de remplacer Elio. Etre bourgmestre de Liège dans la durée, c'est déjà quelque chose.

600 000

HABITANTS

C'est la dimension de l'agglomération liégeoise, aime rappeler Willy Demeyer.